

LE DÉMOCRATE CHRÉTIEN

JAB
CH-1205 Genève
PP | Journal

LA TENTATION DU

RETOUR AUX FRONTIÈRES

09 | L'Office des Poursuites
en chantier

11 | Interview de
Bertrand Buchs

14 | Découvrez
le PDC Confignon

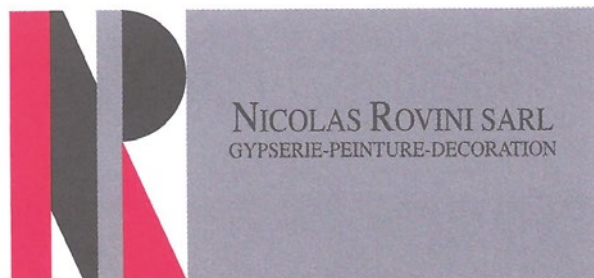
le déménagement en douceur



BALESTRAFIC

Certifié **Charte** Qualité
AGED
2011

17-19 rue Baylon - 1227 Carouge - Tél. 022 308 88 00 - www.balestrafic.ch



NICOLAS ROVINI SARL
GYPSERIE-PEINTURE-DECORATION

19 rue de la Maison-Forte - 1287 Laconnex Genève
Tél.: 022 756 11 07 - Fax : 022 756 14 54
Mobile : 079 423 32,54 - rovinc@bluewin.ch

LOCATELLI MAX SA
ÉLECTRICITÉ - CÂBLAGE INFORMATIQUE

SWISSCOM Partenaire

Rue de Genève 3 - 1225 CHÊNE-BOURG - Tél. 022 348 33 55

AGENDA JUIN

Commission économie, finances et fiscalité

1^{er} juin – 12 h 15

Siège du parti

Assemblée du groupement des Indépendants

13 juin – 19 h 00

Vieux Grenadiers

Assemblées des délégués du PDC

21 juin – 19 h 30

Versoix

Comité groupement Féminin

27 juin – 18 h 15

Siège du parti

DATE À BIEN NOTER DANS VOTRE AGENDA

Congrès estival du PDC Suisse à Genève

26 août – 9 h 30-14 h

Palexpo, centre de congrès

Le PDC Genève cherche des bénévoles pour animer et surveiller des jeux pour les enfants durant le congrès le samedi 26 août.

Nous proposerons en effet des jeux pour les enfants sur les terrains extérieurs devant le centre des congrès de Palexpo.

Si vous êtes intéressé-e, merci de contacter notre secrétariat au 022 328 20 11 ou par email : info@pdc-ge.ch

Toutes nos félicitations à **Sonia Gatti** qui, mardi 16 mai, a été élue à l'unanimité Présidente du Conseil Municipale de Bellevue.



DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

La Démocratie Chrétienne est de retour. Elle a fait l'Europe, elle sauvera l'Europe. Lorsque vous lirez ces quelques lignes, Monsieur Macron sera le Président de la République française. Il est clairement en accord avec l'essence de notre parti. Pas dans le ni, ni, marque de fabrique d'un certain populisme MCG, mais dans une volonté de consensus pour faire avancer les idées politiques. Loin de la mollesse, de l'esprit de girouette, la Démocratie Chrétienne ne pense pas avoir la raison pour elle, mais elle cherche inlassablement à soutenir et à réunir les bonnes volontés. Une bonne idée peut être de droite, de gauche, du centre. Si cette idée peut aider à avancer alors il faut la soutenir. Terminée cette politique en silo, s'érigeant en volonté hégémonique. Tout ce qui ne vient pas de nous est mauvais, à détruire, à combattre. Emmanuel Macron a réussi un pari inouï pour la France, fédérer le centre gauche et le centre droit.

Et s'il a pu réussir cette gageure, c'est que la population en a eu marre de cette politique stérile négative.

Il a su raconter une histoire positive ouverte sur l'avenir, gommant les frontières et montrant à la jeunesse que leur futur leur appartenait.

Il a aussi refusé de rétablir les frontières et soutenu l'idée d'une certaine Europe. Il tendu la main à l'Allemagne, signe de stabilité et de paix.

Cette Démocratie Chrétienne est la notre. Positive, ouverte, proche des familles, pour l'emploi, pour la justice sociale, pour l'Europe, optimiste.

La Démocratie Chrétienne est la solution pour Genève.

Elle gagnera dans une année aux élections cantonales.

Bertrand Buchs, président

SOMMAIRE

- 5 **LE GRAND RETOUR DES FRONTIÈRES**
- 6 **L'AUDACE DE LA LIBERTÉ**
Pour maintenir une Suisse ouverte et souveraine
- 9 **RÉORGANISATION DE L'OFFICE DES POURSUITES**
Un chantier de grande ampleur
- 11 **INTERVIEW DE BERTRAND BUCHS**
- 12 **GROUPEMENT FÉMININ**
Dernières nouvelles
- 13 **NOUVELLE COMMISSION ÉCONOMIE,
FINANCES ET FISCALITÉ DU PDC**
- 14 **PDC CONFIGNON**
Un petit peu d'histoire
- 15 **VOTATIONS DU 21 MAI**
Quelques images de nos membres
et nos élus sur le terrain...

Editeur Responsable

Basile Dacorogna, secrétaire général
du Parti Démocrate-Chrétien

Rédacteur en chef

Basile Dacorogna

Graphisme, maquette et réalisation

Loris Grillet, loriskumo.com

Impression

Molésion Impressions - 1400ex.

Contact

Le Démocrate Chrétien

Rue Alcide-Jentzer 9

1205 Genève

T. 022 328 20 11

F. 022 328 88 66

info@pdc-ge.ch

pdc-ge.ch

facebook.com/genevepdc

LE GRAND RETOUR DES FRONTIÈRES

Depuis la fin de la guerre froide en 1991, nous vivons une séquence historique caractérisée par une accélération de la mondialisation mettant à l'épreuve les Etats-nations en renversant notamment les principes de territorialité et de souveraineté. Or, depuis quelques années, nous assistons au grand retour de la question des frontières portée par des formes de crises identitaires puissantes partout à travers le monde, reconfigurant ainsi clivages et enjeux politiques contemporains.

Cette question n'échappe pas à notre pays. Le désir de protection semble puissant, par exemple, face à un marché de l'emploi considéré comme totalement ouvert et donc mettant la main d'œuvre locale en concurrence directe avec l'ensemble du marché européen. Face à cela, les milieux économiques du pays répondent par l'importance pour les entreprises de notre pays d'exporter de manière facilitée et de pouvoir recourir à une main d'œuvre qualifiée dans le vaste marché européen. Bref, la question de la frontière et de son dépassement plonge notre pays dans un débat permanent.

Mais elle met surtout en lumière notre difficulté à étayer un discours articulé sur la question, et épouser un récit global permettant de mieux expliciter les enjeux liés à la migration.

Epuisement du discours économique

Le récit accompagnant la libre-circulation des personnes est souvent construit autour de catégories économiques trouvant de moins en moins d'échos parmi la population. On justifie de l'importance des accords bilatéraux par des raisonnements économiques très structurés, promettant une croissance fleurissante, créatrice d'emplois et de qualité de vie, magnifiquement incarnés par le célèbre pommier d'Economiesuisse qui ornait les murs de nos villes à chaque votation sur les bilatérales.

Si ce discours n'opère plus, c'est qu'il porte une vision enchantée et naïve du monde, où la libre-circulation des personnes et des marchandises est souvent l'incarnation d'un projet faisant société avec comme conséquence un véritable culte à la mobilité.

Ainsi, dans la perception de nombre de nos concitoyens, l'individu apparaît comme un simple acteur mobile économique, se retrouvant seul face à une mondialisation de plus en plus présente, sans véritables protections.

Dans ce système, perdants et parfois gagnants de la mondialisation sont amenés à se chercher une identité collective pouvant reprendre les traits du nationalisme voire du localisme, et où ainsi l'usage de la frontière redevient déterminant.

Comment expliciter le monde dans lequel nous vivons ?

Face à l'épuisement de ce discours, il conviendrait d'opérer une véritable pédagogie du monde dans lequel nous vivons. Celle-ci devrait être basée sur une mise en perspective des réseaux de circulation qui traversent le globe, et qui sont à la fois une chance et un défi pour nos sociétés. Mais aussi expliciter les graves crises économiques et politiques que traversent de nombreux pays de la planète, et qui n'ont jamais semblés être aussi proches de nous. Bref, assumer et faire la pédagogie du monde tel qu'il est, plutôt que de promettre la croissance et l'emploi à chaque discours, semble être le meilleur moyen de défendre la libre-circulation des personnes.

Pour cela, il faut porter un regard lucide, et parfois tragique sur le moment historique que nous traversons en ouvrant nos horizons géographiques et historiques. Cela passe, notamment, par un changement radical dans la manière d'appréhender l'histoire en milieu scolaire en l'ouvrant d'avantage à d'autres univers historico-géographiques.

Par exemple, dans le domaine de l'asile, en expliquant la présence d'une famille de réfugiés syriens dans un village de notre Canton, en contextualisant celle-ci par rapport à la trajectoire historique de la société syrienne et ainsi, relier le local au global. L'ici et l'ailleurs. Faire la pédagogie de la mobilité et des circulations dans le monde en les pensant de manière historique et politique.

Epouser un récit historique national, ouvert et connecté avec le monde

Enfin, il est possible de défendre la mobilité et la libre-circulation en l'inscrivant dans un destin collectif national, qui n'est absolument pas antinomique avec la mondialisation et l'ouverture européenne. Bien au contraire, c'est en s'appuyant sur ce récit national, ouvert et connecté avec le monde qui repense la notion de frontière, que nous emporterons l'adhésion de nos concitoyens vers plus d'ouverture. C'est aussi un moyen de lui donner sens, et finalement sortir la question de la mobilité et des frontières d'un simple débat économique pour lui redonner une profondeur plus historique et politique. Au fond, il s'agit de rappeler que la libre-circulation des personnes avant d'être une politique de croissance, était une réponse aux tragédies européennes du XX^e siècle.

Dans un livre passionnant, *L'histoire pour quoi faire ?*, l'historien Serge Gruzinski, raconte comment la mondialisation nous entraîne dans «des habitudes de consommation, de loisirs et d'imaginaires qui nous rattachent inextricablement les uns aux autres.

Films, radios, télévisions, portables et internet nous immergent dans un flux ininterrompu d'informations et d'images de tous les coins de la planète.» Pourtant, nous ne cessons de nous attacher à de vieilles représentations. C'est l'étrange paradoxe du moment : l'Ailleurs ne cesse d'être médiatisé, il n'est pourtant ni plus connu ni plus familier. Tout comme les flux qui nous relient à lui. Ainsi, c'est en explicitant ces derniers, et en les reconnectant avec l'histoire de notre pays, que nous pourrions gagner face aux forces du repli et ainsi, assurer l'avenir de la voie bilatérale avec l'UE et plus largement, une véritable politique d'ouverture.

Benoît Cerutti
Membre du PDC

L'AUDACE DE LA LIBERTÉ, POUR MAINTENIR UNE SUISSE OUVERTE ET SOUVERAINE

Au cours de ces dernières années, la demande d'ingénieurs n'a cessé d'augmenter en Suisse. Aucun autre groupe professionnel ne connaît une telle pénurie de spécialistes. C'est un fait. Incontesté. L'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (MEM) estime que d'ici 2030 près de 100 000 personnes seront parties à la retraite et qu'il faudra d'ici là avoir formé et engagé le personnel nécessaire d'un secteur qui compte plus de 300 000 emplois à temps complet en Suisse. Or, au mieux, une personne sur quatre aura été trouvée d'ici là. C'est aussi un fait. Incontesté par les professionnels d'une industrie qui constitue un pilier important de l'économie

suisse. Composée de 98 % de PME et avec environ 20 000 contrats d'apprentissage, elle tient un rôle très important dans le domaine de la formation des jeunes. De nombreuses entreprises suisses de ce secteur sont des leaders mondiaux ; plusieurs PME sont des acteurs incontournables sur des marchés de niche. Chaque jour, elles se battent face à une concurrence internationale de plus en plus vive. Au prix d'efforts constants et grâce à leur incroyable capacité d'innovation, elles s'affirment avec succès. Mais jusqu'à quand ? Car il faut le reconnaître : la tendance générale n'est pas à l'ouverture, mais au repli. Les conditions-cadre qui font le succès de la Suisse sont régulièrement attaquées à coup

de référendums et d'initiatives au titre accrocheur, mais au contenu nocif pour les entreprises et in fine, pour notre pays. La situation sur le plan international n'est pas plus réjouissante : on construit des barrières non seulement commerciales, mais aussi avec de vraies briques. Pour un pays comme le nôtre où l'exiguïté du marché intérieur de notre pays impose que nous puissions accéder aux marchés internationaux avec le moins d'entraves possibles pour y écouler les biens que nous produisons en Suisse, le retour de mesures protectionnistes est une tendance inquiétante qu'il faut dénoncer.

La Suisse, un pays viscéralement ouvert

La Suisse est en effet un pays fortement intégré dans l'économie mondiale ; elle se caractérise par une forte orientation internationale. Notre prospérité dépend donc en grande partie des échanges commerciaux de biens et de services ainsi que des investissements internationaux. L'amélioration constante de l'accès aux marchés étrangers est par conséquent un objectif important de la politique économique extérieure de la Suisse. Dans ce maillage dense d'échanges commerciaux, les accords bilatéraux conclus avec l'Union européenne (UE) revêtent une importance décisive pour notre pays, enclavé géographiquement au cœur du continent européen. Il suffit de faire un vol en hélicoptère virtuel pour s'en convaincre. Voyez par vous-même : la Suisse exporte davantage dans la région Auvergne-Rhône-Alpes qui compte 8 millions d'habitants que vers le Brésil qui en compte près de 208 millions ; davantage vers le Tyrol que vers l'Inde ; davantage en Bavière que vers les Etats-Unis. Impressionnant, n'est-ce pas ? Nous pourrions continuer à multiplier les exemples de l'importance capitale des accords bilatéraux pour la Suisse. Car les relations entre l'UE et notre pays ne se limitent à des questions strictement économiques. Si on prend le cas de la place scientifique par exemple, il y a quelques chiffres qui ne peuvent pas nous laisser indifférents. Lors du programme-cadre de recherche de l'Union européenne pour les années 2007 à 2013, la Suisse a coordonné 3,9% des projets – soit, un total de 972 projets, arrivant ainsi en 7^e position derrière les grands États européens. Que s'est-il passé suite à la décision du 9 février 2014 (acceptation de l'initiative de l'UDC « Contre l'immigration de masse ») ? Eh bien, la Suisse s'est retrouvée à la 24^e position, ne coordonnant plus que 0,3% des

projets – soit, au total 15 projets. Non pas que la recherche suisse soit devenue moins bonne, mais simplement parce que les chercheurs helvétiques n'ont pas pu être retenus comme coordinateurs de projets européens compte tenu de l'incertitude pesant sur les relations entre la Suisse et l'Union européenne. Fort heureusement, la situation a été stabilisée à la fin de l'année dernière et depuis le 1^{er} janvier 2017, la Suisse a réintégré ces importants programmes de recherche qui sont fondamentaux pour un pays qui fait de sa matière grise, sa matière première. En réalité, considérer que les accords bilatéraux sont importants pour la Suisse et l'UE est un doux euphémisme. Et lorsque vous prenez le soin d'examiner la situation à tête reposée, de manière intelligente et rationnelle, les options de la Suisse au cœur du continent européen ne sont pas si nombreuses que cela pour définir ses relations avec ses voisins. À condition d'exclure les théories fumeuses, les déclarations péremptoires sans réel lendemain et les discours de ceux qui attisent les peurs plutôt que de trouver des solutions. Il en y a en réalité trois : l'isolement, l'adhésion et la voie bilatérale. Tout à chacun aura donc compris que la voie bilatérale est le meilleur atout de la Suisse.

La fermeture des frontières et le protectionnisme, de mauvaises réponses à de vrais problèmes

Mais voilà, les pommes et les pommiers ne font plus rêver. Le discours économique ne passe plus. L'enclenchement du Brexit et l'arrivée de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis ont gonflé les voiles de ceux qui voguent vers davantage de protectionnisme. Les accords commerciaux sont sur le banc des accusés. À côté desquels vous retrouvez l'Organisation mondiale du commerce (OMC) – qui a son siège à Genève – et l'Union européenne, accusée de tous les maux que le monde engendre. En 1992, Francis Fukuyama prédisait la fin de l'Histoire. L'ironie de l'Histoire fait que nous nous voyons contraints de contredire le grand politologue américain et affirmer que l'Histoire n'est pas finie. Loin de là. On pourrait même dire que l'Histoire a tendance à se répéter et que l'Humain a tendance à l'oublier. On prône ci et là, dans notre pays y compris, le rétablissement de « préférences » nationales. En Europe, on construit des murs dans l'indifférence la plus générale. La liberté pour laquelle des centaines de milliers de personnes ont donné leur vie sur les champs de bataille est aujourd'hui une notion que

certains sont prêts à brader. Le libre-échange ne fait plus rêver. Même dans des partis pourtant réputés être de tendance libérale. L'exemple du Royaume-Uni est frappant. Dans une démarche contradictoire, Theresa May présente le Brexit comme une opération destinée à protéger son pays des concurrences excessives induites par la mise en œuvre des quatre libertés de l'UE, tout en ouvrant à la possibilité d'intensifier le libre-échange par une nouvelle politique commerciale. Ne pouvant revenir à la préférence impériale, la Première Ministre multiplie les voyages dans les pays tiers dans l'espoir de réorienter à sa guise le commerce extérieur britannique. L'évolution de l'opinion dans des pays traditionnellement ouverts est ainsi préoccupante. Prenez l'exemple des Etats-Unis : seulement 19% des personnes en droit de voter pensent que les échanges créent des emplois. Manifestement, l'autarcie a de beaux jours devant elle. Pas le libre-échange. Dans un récent article, Jean-François Drevet (commissaire européen) relevait que «comme on ne sait pas distinguer les effets des mutations technologiques de ceux de la libéralisation des échanges, les politiciens ont trouvé commode de se concentrer sur cette dernière, qui a l'avantage de faire le blâme sur les autres ; après les Japonais, c'est le tour des Chinois, après les viticulteurs italiens, on attaque le plombier polonais et toujours, parce que c'est le plus facile, l'UE dans ses différentes compétences de gestionnaire du marché unique et de négociatrice des accords commerciaux».

Le retour des frontières et le protectionnisme représentent-ils le Saint-Graal ? Au vu de tout ce que l'on lit et entend, on aurait tendance à le croire. Mais là aussi, faisons preuve de réalisme, plutôt que de dogmatisme. À l'heure des révolutions technologiques et dans le contexte actuel où les processus industriels sont mondialisés et impliquent donc des échanges permanents, en réalité, le protectionnisme va se transformer en un véritable boomerang pour ceux qui l'auront lancé. Prenez à nouveau les exemples anglo-saxons que certains voudraient importer sur le continent européen et dans notre pays. Si Donald Trump met à exécution son projet de taxer lourdement les produits chinois, il va non seulement les renchérir sur le marché américain, mais aussi handicaper les industries qui les incorporent dans leurs fabrications. Vous trouviez que votre smartphone était cher. Grâce à Donald Trump,

vous risquez de payer votre prochain iPhone au double de son prix actuel – et vous conviendrez qu'il est déjà assez cher comme cela.

Dans ce premier quart de 21^e siècle, le protectionnisme a le vent en poupe. Tiens, cela rappelle le début d'autres siècles. Avec les conséquences dramatiques que l'on connaît, mais que l'on a tendance à oublier, car il est plus facile d'aller dans le sens du vent, plutôt que de ramer contre vents et marées. La critique à l'endroit de la libre circulation des personnes en Europe bat son plein. Il est juste qu'on en débattenne, mais ayons au moins l'honnêteté intellectuelle que pour un pays comme le nôtre, elle n'en est pas la cause, mais la conséquence. La conséquence d'une croissance que beaucoup nous envie, mais dont nous ne devons pas rougir. Une croissance dont il s'agit d'accompagner les effets, de manière pragmatique et réaliste, pour ne laisser personne au bord du chemin. Ce n'est pas chose aisée que de répondre aux préoccupations légitimes de la population face à la mondialisation, aux mutations technologiques et à la libéralisation des échanges. Mais la réponse ne se trouve pas dans le protectionnisme. Alors, on peut ne pas aimer les pommiers et les pommes, mais si nous voulons préserver les emplois en Suisse et maintenir une certaine prospérité dans notre pays, il est de notre responsabilité d'avoir l'audace de la liberté pour préserver une Suisse ouverte et souveraine.

Carmelo Laganà

*Suppléant romand d'Economiesuisse
Responsable de projets Economie extérieure*



RÉORGANISATION DE L'OFFICE DES POURSUITES : UN CHANTIER DE GRANDE AMPLEUR

Serge Dal Busco, on a beaucoup parlé de l'office des poursuites suite à la publication du rapport de la commission de contrôle de gestion. C'est un dossier qui vous a passablement occupé ces dernières semaines, j'imagine ?

Serge Dal Busco : Effectivement. Je m'y attèle depuis plusieurs années en réalité. Dès mon arrivée à la tête du département des finances, j'ai posé le diagnostic. Et il n'était pas réjouissant. L'office des poursuites (OP), dont la tâche est indispensable à l'économie genevoise, rencontre des difficultés depuis la fin des années 90. Elles relèvent principalement de dysfonctionnements structurels au niveau de l'organisation et de carences en termes de management. L'informatique était également à bout de souffle : c'était un immense problème pour un office qui doit chaque jour produire des milliers de documents. J'ai donc décidé de prendre le problème à bras le corps. Je ne suis pas du genre à mettre la poussière sous le tapis comme cela a pu être fait par le passé. Cette réorganisation que nous menons depuis deux ans est un travail de longue haleine car rien n'est jamais simple à l'Etat. Mais je suis déterminé à remettre enfin l'Office sur de bons rails. Les députés l'ont d'ailleurs relevé dans leur rapport.

Concrètement, quelles mesures avez-vous prises ?

SDB : Dans le domaine du management, j'ai nommé, 6 mois après mon entrée en fonction, un nouveau préposé. C'était en août 2014. Depuis lors, des décisions ont été prises en matière de ressources humaines et d'organisation. Elles ont ouvert la voie à un processus de redressement en profondeur. La nouvelle organisation qui a été mise en place favorise la polyvalence et la motivation du personnel. Elle répond aux besoins actuels de l'OP et de ses usagers. Il s'agit de redonner du sens au travail des collaborateurs dont la grande majorité s'investit de manière exemplaire malgré le contexte difficile. Et il s'agit aussi, quand cela est nécessaire, de remplacer les personnes qui ne donnent pas satisfaction. Ce travail est en cours. Je n'ai pas attendu le rapport de la sous-commission pour prendre les choses en main.

Vous avez aussi procédé, il y a un an, à une refonte informatique majeure

SDB: Exactement. La refonte informatique, on en parlait déjà il y a huit ans. J'ai décidé qu'il était temps de faire le saut. Alors oui, c'est vrai, la bascule a été difficile. Les données saisies sur l'outil vieux de 31 ans se rapprochaient d'un « carnet du lait ». Il était donc devenu indispensable de remplacer cet outil à bout de souffle, inadapté aux exigences du droit fédéral et qui souffrait de pannes récurrentes. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de procéder à cette bascule.

Quel bilan en tirez-vous aujourd'hui ?

SDB: Le démarrage a été compliqué. On s'est retrouvé dans la même situation qu'une personne qui change de téléphone après 31 ans et qui doit remettre à jour sa liste de contacts. Des milliers de doublons sont apparus. Les stocks se sont accumulés. Nous avons travaillé d'arrache-pied depuis la mise en production: les anomalies les plus graves ont décliné et la sérénité des collaborateurs s'est améliorée. Malgré les difficultés liées à ce changement, ce processus se traduit aujourd'hui par une amélioration progressive et sensible des prestations délivrées et de l'ambiance de travail. Les chiffres l'attestent avec une baisse des stocks de plus de 60 % depuis un an. Idem en ce qui concerne les délais d'attente: en mai 2016, le temps moyen de traitement des réquisitions de poursuite était de 56 jours, il est aujourd'hui de 24 jours. Ce n'est pas encore satisfaisant mais cela va dans le bon sens.

Le rapport de la commission de contrôle de gestion évoque des cas de vol et de corruption. Votre réaction ?

SDB: Si je peux adhérer aux recommandations du rapport de la commission de contrôle de gestion (8 sont d'ailleurs déjà réalisées, et 15 sont en cours), je m'interroge fortement sur les objectifs poursuivis et sur la méthodologie utilisée par les deux auteurs (MCG et socialiste) du rapport. Après analyse, tous les éléments pénaux évoqués dans le rapport sont antérieurs à l'arrivée du nouveau préposé, antérieurs même à 2010. Ces accusations sont basées sur le témoignage d'un employé licencié il y a plus de dix ans. Le rapport ne fait dès lors, en grande partie, que ressasser le passé.

Mon département a par ailleurs demandé à plusieurs reprises aux sous-commissaires puis à la commission, en février et en avril, de lui transmettre le détail des faits de manière à pouvoir les dénoncer auprès du procureur général. Nous attendons toujours. De deux choses l'une: soit les faits sont étayés, et il est de la responsabilité des députés de les dénoncer, soit ils ne reposent sur rien si ce n'est des rumeurs, et ils n'ont pas à figurer au conditionnel dans un rapport parlementaire, sauf à vouloir privilégier les « fake news » et jeter l'opprobre sur l'ensemble de l'office et des collaborateurs qui y travaillent.

Vous avez d'ailleurs réagi fortement...

SDB: Oui c'est vrai. Et j'assume totalement. Dans une période délicate, dans une période de reconstruction, mon devoir, en tant que chef de département, c'est de ne pas laisser un rapport bouleverser un édifice encore fragile. Si j'adhère aux recommandations qui portent sur le contrôle interne, l'informatique ou les ressources humaines, je ne peux pas accepter que l'on déstabilise les employé-e-s avec des faits anciens et non étayés.

Quelles sont les perspectives pour cet office ?

SDB: Des difficultés importantes subsistent. J'en ai pleinement conscience. Nous mettons toutes les mesures nécessaires et notre énergie pour que l'image négative véhiculée par cet office appartienne définitivement au passé. Ce ne sera pas simple. Mais le département des finances entend continuer ses efforts tournés vers l'avenir avec pour objectif d'améliorer durablement la situation de manière à répondre aux exigences de qualité que les citoyens et les entreprises sont en droit d'attendre.

Propos recueillis par Basile Dacorogna



BERTRAND BUCHS

Afin de (re)découvrir nos députés au Grand Conseil nous vous proposerons chaque mois une interview d'un député du PDC. Pour la seconde édition de cette nouvelle rubrique du journal nous partons à la rencontre de Bertrand Buchs Président du PDC Genève et député du parti depuis septembre 2009.

Pouvez-vous vous présenter brièvement et nous expliquer votre parcours ? Qu'est-ce qui vous a amené à vouloir être député du PDC ?

J'ai toujours été un militant, d'abord au sein des organisations professionnelles des médecins, puis comme conseiller municipal à Carouge. Après une législature à Carouge, il m'a semblé naturel de se présenter sur la liste pour le Grand Conseil.

J'ai choisi notre parti simplement parce que c'est le parti de la famille et qu'il me parle. Il a le courage de s'appeler chrétien, non pas pour exclure mais pour rassembler.

Vous êtes député depuis septembre 2009, soit depuis bientôt deux législatures, quel bilan pouvez-vous tirer de votre parcours de député ?

Je n'aime pas vraiment les bilans. C'est aux autres de faire mon bilan pas à moi.

Vous êtes membre de différentes commissions et notamment vice-Président de la commission de la santé. Dites-nous un peu plus sur votre travail et votre rôle au sein de cette commission ?

J'ai eu la chance de présider la commission de contrôle de gestion et de pouvoir écrire, en petit comité, la loi sur la surveillance de l'Etat. Sacré challenge. Cette commission permet toutes les semaines d'être à l'écoute du petit et du grand Etat. Un travail de fourmis mais passionnant pour comprendre comment fonctionnent nos institutions. Ma présence dans la commission de la santé me permet de continuer mon travail sur les caisses maladies et sur la relation entre la médecine privée et publique. Une mise en réseau et non une concurrence stérile et effrénée qui peut coûter « un bras » aux citoyens.

Vous êtes médecin indépendant mais aussi Président du parti en plus d'être député.

Comment arrivez-vous à concilier vos différentes fonctions ? Est-il important pour le Président du parti d'être aussi député afin d'être mieux au courant des différentes discussions au sein du Grand Conseil ?

En se levant très tôt et en se couchant très tard. J'ai l'avantage de bien gérer le stress et je sais que je ne suis pas indispensable.

Il est très utile, dans ma fonction de Président, d'être député. Cela me permet d'être au courant en temps réel des problèmes à résoudre. Mais il ne faut toujours garder à l'esprit que le monde ne s'arrête pas à la porte de l'Hôtel de Ville.

Que vous apporte votre expérience professionnelle dans vos activités de députés ?

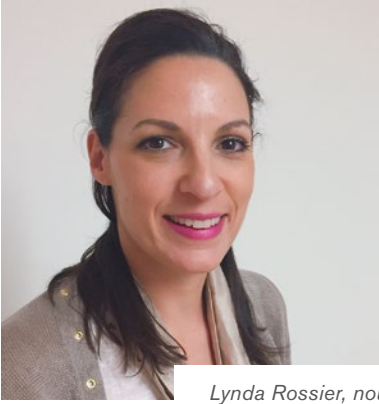
L'écoute et l'empathie, car comme médecin je dois entendre et non pas imposer. Un de mes maîtres me disait : le patient vous donne toujours le diagnostic. Il suffit de l'écouter.

Je suis aussi tous les jours en contact avec la vie réelle. Je sens battre le pouls de la population et c'est un plus comme politicien cela est très utile pour savoir les préoccupations de la population.

Que pouvez-vous dire aux indépendants qui hésiteraient à s'engager comme député ?

Qu'il faut se lancer et que le parti a besoin d'eux. Leur expertise est essentielle pour nous. Il ne faut pas hésiter.

Propos recueillis par Basile Dacorogna



Lynda Rossier, nouvelle Présidente du Groupement féminin

LE PDC, VERSION GROUPEMENT FÉMININ

Thèmes privilégiés

Le nouveau comité, fraîchement élu, a posé les bases de son action lors de sa séance du 16 mai dans une atmosphère de travail chaleureuse pour un résultat constructif. Les idées foisonnent et la volonté d'aborder les thèmes de discussion qui nous tiennent à cœur par le biais de conférences et de rencontres avec les personnes de terrain se confirme. C'est ainsi que les sujets concernant directement la condition des femmes en politique, mais aussi les questions d'égalité, tant professionnelle que salariale, seront les points forts de nos réflexions au cours des prochains mois.

Rejoignez-nous !

Envie de se mobiliser pour défendre ses idées politiques, de partager ses interrogations sur des questions actuelles, cantonales ou communales, de s'investir dans la réflexion en participant aux différents colloques ou séances thématiques, et surtout de défendre les valeurs correspondant à celles de la famille politique démocrate-chrétiennes ? Rejoignez-nous et participez aux rencontres mensuelles du Groupement des Femmes DC. N'hésitez pas à nous contacter pour toute discussion ou information !

Elections au Grand Conseil

Tentée par un mandat électif ? C'est le moment de prendre ses responsabilités citoyennes et de songer à construire son dossier. Mais c'est aussi l'occasion de rejoindre notre groupe politique pour s'investir dans la campagne et porter les candidates et candidats au succès électoral. Le militantisme est précieux et il se construit en ces périodes pré-électorales dans la perspective de porter nos valeurs politiques, où résolument l'Humain reste au centre de nos préoccupations. La famille, l'économie et le marché du travail, l'environnement et les perspectives durables font partie de nos lignes directrices.

Au printemps 2018, se dérouleront les élections

cantonales, ainsi les Genevoises et les Genevois éliront pour cinq ans leurs autorités. Le PDC a besoin de candidatures nouvelles pour porter ses thèmes de prédilections et soutenir les élu-e-s en place. Réfléchissez et venez en parler avec nous !

Reflet de Bâle

Les 17 et 18 mars dernier, 9 femmes démocrates-chrétiennes se sont rendues à l'Assemblée générale des femmes DC à Bâle. A relever que la représentation genevoise est, une fois de plus, la plus forte délégation de Suisse à participer à cet événement rassembleur. Non seulement remarquée, elle est aussi appréciée. Un fort moment de rencontre et de partage sur la thématique bien actuelle de campagne électorale. Les femmes doivent se rendre visibles et... comme l'a si bien rappelé Gerhard Pfister, président du PDC suisse, il s'agira d'ici peu de succéder à Doris Leuthard !

*Geneviève Arnold
Députée*

CALENDRIER 2017

Rencontres mensuelles du mardi – 18 h 15

Au siège du parti : 27 juin, 12 septembre, 17 octobre, 12 décembre.

Congrès estival à Palexpo, 26 août 2017

Session femmes PDC national à Delémont, 3 -4 novembre 2017

Pour toute information et communications diverses :

Lynda Rossier, présidente

lrossier82@gmail.com

NOUVELLE COMMISSION ÉCONOMIE, FINANCES ET FISCALITÉ DU PDC : C'EST PARTI

Chers amis,

Au début de cette année 2017, constatant que les commissions finance et fiscalité et de l'économie de notre parti étaient inactives, j'ai souhaité leur donner un nouveau souffle.

Dans la mesure où une multitude de sujets abordés concernent tant la fiscalité que les finances et l'économie en général, la direction du PDC a accepté ma proposition de fusionner ces deux commissions en une commission unique désormais intitulée « Commission économie, finance et fiscalité ».

En effet, l'actualité économique globale qu'elle soit cantonale, nationale ou internationale, mérite que nos membres puissent, au travers de ce nouveau relais, participer à la réflexion et à la stratégie de notre parti et de maintenir un lien proactif avec nos élus, tant leur tâche est ardue sur de nombreux sujets brûlants.

Cette commission sera également un lieu de débats sur des sujets plus globaux en lien avec la vie économique de notre canton, afin de permettre une réflexion en amont sur des sujets sensibles qui préoccupent notre population.

Le sujet qui doit être traité dans l'immédiat est sans conteste celui de RIE III, ce d'autant que notre ministre des finances a été récemment désigné pour représenter l'arc lémanique dans le comité de pilotage du nouveau projet de réforme de l'imposition des entreprises au niveau Suisse.

Bien entendu, bon nombre d'autres problématiques, certes moins urgentes dans l'agenda politique mais non moins importantes pour nos concitoyens, méritent d'être traitées, notamment en lien avec le

budget de notre canton, le financement des grands projets à Genève (traversée du lac par exemple), la fiscalité des familles et des classes moyennes et j'en passe.

Une première réunion a eu lieu le jeudi 23 février 2017, réunion au cours de laquelle de nombreux chantiers d'actualité ont été abordés.

La commission s'est également réunie les 16 mars et 27 avril 2017 avec un grand nombre de participants et des discussions très intéressantes.

La prochaine séance aura lieu le 1^{er} juin, séance durant laquelle sera faite une présentation sur le bouclier fiscal

Je suis convaincu, notamment au vu du succès rencontrés par nos séances, que les thèmes actuels qui nous concernent permettront d'apporter le dynamisme nécessaire à cette nouvelle commission.

Je me réjouis de vous y retrouver.
N'hésitez pas à nous rejoindre.

Pour la Commission économie, finances et fiscalité
Sandro Vecchio
Président

A LA DÉCOUVERTE DU PDC CONFIGNON

Forte actuellement d'une cinquantaine de membres, l'association s'est constituée au lendemain de la seconde guerre mondiale (1950) sous l'appellation Parti indépendant chrétien social (PICS) avant de devenir plus tard l'Association démocrate chrétienne de Confignon (PDC de Confignon). Il s'agit de la plus ancienne association politique de la commune.

D'une certaine manière, l'histoire de l'association est étroitement liée au développement de la commune.

En effet, depuis sa création et durant de nombreuses années, elle régna sans partage dans ce bastion démocrate chrétien. Animée par les grandes familles que sont les Girod, Foex, Berthet, Lachavanne, Lancoud, Besson, Maréchal, Holdener; elle offrit de nombreux maires comme Messieurs Joseph Berthet (maire de 1935 à 1960) ou René Jollien (maire de 1961 à 1979). Ce dernier, avec quelques autres figures emblématiques de la commune, se fit remarquer dans le combat contre la confédération et le canton pour l'enterrement de l'autoroute de contournement qui aurait défigurée la commune la coupant de part et d'autre.

Au cours des années soixante, lorsque la commune franchit le cap de 1000 habitants, l'association dut partager la vie politique communale avec d'autres groupes tels que les libéraux, les radicaux ou Voix de gauche (les socialistes, les verts et les autres mouvements de gauche).

A la législature 1999 - 2003, Monsieur Gabriel Praz fut le dernier maire PDC avec deux adjoints avant que ne se soit constitué un conseil administratif dès la législature suivante, car la population de la commune dépassa entre-temps le nombre de 3000. A ce jour, la commune compte déjà 4600 âmes et ce

nombre pourrait atteindre 12 000 à l'horizon de 2030, avec le développement des deux grands projets d'aménagement aux Cherpines et à Bernex-Est.

Face à cette perspective, au lieu de se laisser aller à l'usure du temps, le président a su mobiliser ses membres depuis 7 ans pour donner à l'association du dynamisme et un coup de jeune remarquable. Une politique claire et équilibrée a été définie pour le développement de la commune.

C'est grâce à ces actions que l'association a réussi une fantastique campagne lors des dernières élections municipales en 2015, en redevenant le premier groupe politique de la commune avec 6 sièges (2 sièges supplémentaires) au Conseil municipal. A cette occasion, notre magistrat, Monsieur Dinh Manh Uong, largement plébiscité, a une nouvelle fois pris la première place.

Sous son impulsion et grâce à une politique équilibrée et consensuelle, cette législature 2015 - 2020 est celle tous les défis et ils sont nombreux.

Notamment

Retrouver un équilibre budgétaire et un regain de sérénité financière: la commune a dégagé un boni de près d'un million et pu diminuer sa dette de deux millions de francs sur l'exercice 2016. Les élus municipaux PDC s'étaient fait remarquer par le refus de l'augmentation de centimes additionnels prônée par la gauche.

Préserver le vallon de l'Aire et la césure verte qui sont les poumons verts de la commune.

Réussir le projet d'urbanisation des Cherpines, et notamment la mobilité de ce futur quartier par une attitude pragmatique et intelligente avec l'Etat de



Genève. Les élus municipaux de Confignon sont du reste écoutés par le Conseil d'Etat.

Développer les énergies renouvelables fait partie de nos préoccupations. Confignon a décroché le label Gold - Cité de l'énergie en 2014 sous l'impulsion de notre magistrat PDC. Il s'agit d'un travail à long terme, tous nouveaux projets immobiliers sur le territoire communal devra remplir cet objectif de durabilité.

Ce ne sont que quelques éléments de notre programme de législature 2015 - 2020, ou nous n'oublions personne, ni les aînés ni la jeunesse.

Nous vous renvoyons à notre site internet (confignon.pdc-ge.ch) où vous trouverez nos publications, notre journal le Bosquet paraissant deux fois l'an riche en informations de notre association.

*Yvan Guillaume
Président PDC de Confignon*

Nos membres et nos élus sur le terrain pour les votations du 21 mai. Un grand merci à eux!



Photo: Benjamin Aebi





**Venez nous trouver,
on va vous faire
des imprimés de qualité!**

Av. des Grandes-Communes 27 - 1213 Onex
Tél. 022 771 23 23 - Fax 022 771 41 12
E-mail: imp.ripari@bluewin.ch

BOSSON
Chauffages SA

Ch. de la Marbrerie 6
CH - 1227 Carouge
Tél: 022.343.89.50
Fax: 022.343.14.41
Mail: info@bosson.ch
Web: www.bosson.ch

SE CHAUFFER AU MAZOUT
LA SOLUTION ÉCOLOGIQUE

**La chaleur
sous toutes ses formes**

Mazout, diesel, carburants,
station service 24/24, charbon,
bois de cheminée, charbon de bois,
gaz, location de grills/broches,
révision de citernes.

BOCCARD PARCS et JARDINS SA

Une force de la nature.

Route de la Croix-en Champagne 6 - La Petite-Grave - 1236 Cartigny
Tél. 022 798 43 43 - Fax 022 791 05 52

**Barthélémy Roch**
Gestion immobilière
Fiduciaire

Barthélémy Roch

26, route de Pré-Marais
1233 Bernex
Tél. 022 850 00 15
Fax 022 850 00 15
roch.barthelemy@bluewin.ch



Edouard BRUN & Cie S.A.
Agence immobilière

La dimension humaine
Rue Sillem 6 - CH-1211 Genève 6 - Tél. 022 718 19 60 - www.regiebrun.ch

Le bonheur d'une naissance

Clinique des Grangettes
Genève